



LA REVUE

MENSUELLE DU MdE

Juillet 2025



**Vers un système intégré de données environnementales :
le MdE restructure et redynamise le SIE-Haïti**



Lancement d'une campagne de nettoyage
et de curage dans la ville des Cayes pour prévenir
les risques d'inondation



Le Ministère de l'Environnement présente
le Plan National de Gestion Intégrée des
Zones Côtières

SOMMAIRE

Vers un système intégré de données environnementales : le MdE restructure et redynamise le SIE-Haïti	3
Le MdE lance une formation en espagnol pour renforcer les compétences de son personnel	5
Le Ministère de l'Environnement présente le Plan National de Gestion Intégrée des Zones Côtières	6
Gouvernance climatique : Organisation d'un atelier technique sur la transparence climatique et la gouvernance des données GES	8
Gestion durable des terres : le MdE mobilise les directions pour l'enquête nationale sur les sols	9
Présentation des résultats du diagnostic du Système de Suivi, Évaluation et Apprentissage : le MdE renforce la concertation régionale dans les Nippes	11
Lancement d'une campagne de nettoyage et de curage dans la ville des Cayes pour prévenir les risques d'inondation	12



Vers un système intégré de données environnementales : le MdE restructure et redynamise le SIE-Haïti



L'Observatoire National de la Qualité de l'Environnement et de la Vulnérabilité (ONQEV), organe technique du Ministère de l'Environnement (MdE), a lancé ce jeudi 10 juillet 2025 un atelier de deux jours consacrés à la co-crédation d'un « Plan de restructuration et de redynamisation du Système d'Information Environnementale d'Haïti (SIE-Haïti) ».

Développé par le MdE à travers l'ONQEV, en collaboration avec le Centre National de l'Information Géospatiale (CNIGS), le SIE-Haïti se veut une plateforme numérique de référence pour la collecte et la diffusion de données environnementales. Cet atelier a pour objectif de favoriser le renforcement de la structure, de la gouvernance et de l'appropriation collective du Système d'Information Environnementale (SIE-Haïti), à travers la mise en place d'un espace de dialogue et de collaboration entre des acteurs environnementaux.

C'est le Directeur Général du Ministère de l'Environnement, l'ingénieur-agronome Joseph Emmanuel Philippe, qui a procédé à l'ouverture de l'atelier en présence de M. David Telcy, représentant du Directeur Général du CNIGS (M. Boby Emmanuel PIARD), de M. Jean-Mary Exantus, représentant du PNUD, partenaire technique et financier de cette activité, ainsi que des cadres de différentes directions techniques du MdE et de plusieurs représentants d'institutions clés, telles que la CNSA, la DINEPA, la DGPC, le MARNDR, l'UHM, l'IHSI, le MSPP, le SEMANAH, le MTPTC entre autres.

Dans son allocution, le Directeur Général du MdE a rappelé qu'Haïti fait face à une accumulation de vulnérabilités : déforestation accélérée, perte de biodiversité, insécurité foncière, pollution et catastrophes naturelles récurrentes. Face à cette situation, a-t-il souligné, l'accès à une information environnementale fiable, actualisée, partagée et accessible n'est plus un luxe, mais un impératif pour agir efficacement et de manière coordonnée.

C'est précisément dans cette optique qu'a été conçu le SIE-Haïti. « Ce système doit être compris comme un outil interinstitutionnel d'aide à la décision, dynamique, fondé sur la collaboration active de toutes les institutions qui produisent, analysent, diffusent et utilisent des données environnementales », a-t-il précisé. Le Directeur Général a également insisté sur la nécessité de rompre avec la fragmentation des bases de données existantes, en plaidant pour l'élaboration de protocoles d'accord entre institutions, garants d'une interopérabilité efficace et d'un écosystème numérique plus cohérent, facilitant la prise de décision environnementale basée sur les données.

Pour sa part, M. David Telcy, représentant du CNIGS, a salué le partenariat historique entre son institution et le MdE dans la conception du SIE-Haïti. Selon lui, cette plateforme est appelée à jouer un rôle central dans l'aide à la décision, la planification territoriale et la mise en œuvre des politiques publiques environnementales. Le SIE, poursuit-il, représente un atout majeur et devrait davantage être renforcé face au déficit de données, en particulier dans un contexte où la suspension des informations satellitaires américaines soulève de vives inquiétudes chez les petits États insulaires.

En consolidant le SIE-Haïti à travers cette démarche inclusive et collaborative, le Ministère de l'Environnement réaffirme sa volonté de doter le pays d'un système robuste et interopérable, à même de guider l'action publique environnementale, orienter les investissements et renforcer la résilience des territoires. Car, face à l'urgence environnementale, seule une intelligence collective fondée sur la donnée, la science et la coopération interinstitutionnelle permettra de construire une Haïti plus durable, plus résiliente et plus juste.





Le MdE lance une formation en espagnol pour renforcer les compétences de son personnel

La Direction des Ressources Humaines (DRH) du ministère de l'Environnement (MdE) a lancé, ce mercredi, une série de séances de cours d'espagnol à l'intention de certains cadres et directeurs du Ministère. Cette initiative s'inscrit dans une démarche de renforcement des compétences linguistiques du personnel, en particulier en langues étrangères.

Cette formation découle d'un constat : un nombre insuffisant de cadres maîtrisant les langues étrangères, ce qui limite l'accès à certaines opportunités, notamment des bourses d'études offertes par des institutions partenaires en Amérique latine. Sur instruction du Ministre Moïse Fils Jean Pierre et du Directeur Général, l'Agronome Joseph Emmanuel Philippe, la DRH a été mandatée pour mettre en œuvre ce programme au bénéfice du personnel.

Prenant la parole lors du lancement, le Directeur des Ressources Humaines, M. Luidjy Jeudy, a souligné que cette initiative reflète la volonté du haut management du MdE d'encourager l'ouverture du personnel aux programmes de perfectionnement internationaux, sans barrières linguistiques. Il a invité les participants à s'approprier de cette opportunité avec enthousiasme et rigueur.

Par ailleurs, M. Jeudy a plaidé pour la pérennisation de cette initiative, souhaitant qu'elle serve de modèle pour d'autres actions similaires. Selon lui, il s'agit d'un pas important vers la constitution d'une masse critique de cadres motivés et outillés pour relever les défis liés à la coopération internationale.

Au terme de cette formation, les participants devraient avoir développé 16 compétences clés, incluant la maîtrise du contenu, la pédagogie, la communication efficace, la création de supports, l'usage des outils numériques, l'adaptation aux technologies, la motivation, entre autres éléments indispensables à un apprentissage réussi.



Le Ministère de l'Environnement présente le Plan National de Gestion Intégrée des Zones Côtières

Le Ministère de l'Environnement (MdE), à travers la Direction de la Gestion Intégrée des Zones Côtières et Marines (DGIZCM), en collaboration avec la Direction des Changements Climatiques (DCC) et le programme AMCC+, a organisé un atelier de présentation du Plan National de Gestion Intégrée des Zones Côtières (PNGIZC). Cette rencontre stratégique a permis de recueillir les avis et commentaires des parties prenantes en vue d'ajuster le plan aux réalités du terrain et de renforcer son appropriation.

L'atelier a été officiellement lancé par l'Ingénieur-agronome Joseph Emmanuel Philippe, Directeur Général du MdE, en présence de cadres du ministère, ainsi que de représentants d'institutions partenaires telles que le MTPTC, le MARNDR, le MPCE, la DPC et plusieurs organisations de la société civile.

Dans ses propos de circonstance, le Directeur général a présenté le PNGIZC comme un instrument stratégique majeur, capable d'orienter les grandes lignes d'action du ministère en matière de gestion côtière. Il a rappelé que les zones côtières d'Haïti sont particulièrement exposées aux effets du changement climatique, notamment à l'érosion, à la montée du niveau de la mer et aux événements climatiques extrêmes. Ces espaces jouent pourtant un rôle fondamental dans la préservation de la biodiversité, la protection des communautés littorales et le développement économique et social.

De son côté, l'agronome Jacques Reyme, Directeur de la DGIZCM, a insisté sur l'urgence de renforcer la résilience des zones côtières face aux impacts du climat :

« Le changement climatique représente un défi pressant, particulièrement pour nos littoraux. L'élaboration de ce plan marque une étape décisive pour la préservation des écosystèmes marins et côtiers. »



L'atelier a été enrichi par les présentations techniques de consultants nationaux et internationaux, dont Bruno Colavitto, représentant de la firme CIMA, et l'agronome Alix Innocent, assistant technique du programme AMCC+. Ils ont exposé les orientations clés du plan, en mettant en évidence les zones prioritaires d'intervention et les bénéfices attendus pour les populations et les écosystèmes.

Avec ses 1 771 km de côtes répartis à travers les 9 départements du pays, et une concentration importante de populations et d'activités économiques, le littoral haïtien mérite une attention soutenue. À cet égard, le PNGIZC vise notamment à :

- Renforcer la base juridique et réglementaire de la gestion intégrée des zones côtières ;
- Réduire la vulnérabilité physique et socio-économique des communautés littorales ;
- Consolider les capacités institutionnelles, la gouvernance locale et la sensibilisation du public ;
- Restaurer et protéger les écosystèmes côtiers prioritaires (mangroves, marais, récifs coralliens) ;
- Promouvoir un développement durable et inclusif dans les zones côtières.

L'intégration du PNGIZC dans le document stratégique 2025–2050 du Ministère de l'Environnement témoigne de son importance. Ce cadre de planification à long terme donne la priorité aux réponses face aux catastrophes naturelles, à la déforestation, à l'érosion, à la fragilité de la biodiversité, à la gestion des aires protégées et à la transition vers un développement durable.



Gouvernance climatique : Organisation d'un atelier technique sur la transparence climatique et la gouvernance des données GES

La Direction des Changements Climatiques (DCC) et l'Unité de Coordination des Conventions Internationales relatives à l'Environnement (UCCIE) du Ministère de l'Environnement (MdE) ont organisé, ce mardi 29 juillet 2025, un atelier d'analyse des données d'inventaire des gaz à effet de serre (GES) et du cadre de gouvernance pour la transparence climatique, dans le cadre du projet de Renforcement des capacités pour la transparence (CBIT), lié à l'Accord de Paris.

Cet atelier visait notamment à compléter les données d'inventaire déjà recueillies, à collecter des informations sur les actions d'atténuation et d'adaptation, à analyser les lacunes du système MNV existant, et à favoriser l'intégration des parties prenantes clés dans sa mise en œuvre.

L'événement a été officiellement lancé par le Directeur Général du Ministère de l'Environnement M. Joseph Emmanuel Philippe, en présence de cadres du MdE, de représentants d'institutions sectorielles telles que le Bureau des Mines, de membres de la société civile, ainsi que de partenaires techniques et financiers. Dans son allocution d'ouverture, monsieur Philippe a plaidé en faveur d'un système national de mesure, de rapportage et de vérification (MRV) fiable et durable, capable d'améliorer la gouvernance environnementale et de permettre au pays de respecter ses engagements climatiques internationaux. Il a exprimé le souhait de voir cet atelier aboutir à des résultats ambitieux et réalistes.

La firme EQUITERRA CONSEILS, chargée de l'animation technique de l'atelier, a présenté les données actualisées sur les émissions et absorptions de gaz à effet de serre, tout en identifiant les forces et les faiblesses des mécanismes existants de collecte, de validation et de gestion des données. Tout ceci, dans l'objectif de poser les bases d'un cadre de gouvernance institutionnelle cohérent, intégrant les ministères sectoriels, les collectivités locales, les universités, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les organisations de la société civile.

Cette activité, conduite par la Direction des Changements Climatiques et l'UCCIE, rappelle l'importance qu'accorde le Ministère de l'Environnement au renforcement des capacités institutionnelles, humaines et techniques en matière de production, de gestion et de diffusion des données climatiques. Elle traduit également une volonté claire de voir le système MNV s'inscrire durablement dans les pratiques nationales, à travers des outils d'apprentissage, de suivi-évaluation et de partage d'informations, dans une logique d'appropriation nationale et de durabilité.



Gestion durable des terres : le MdE mobilise les directions pour l'enquête nationale sur les sols

Ce vendredi 25 juillet 2025, la Direction des Forêts et des Énergies Renouvelables (DFER) du Ministère de l'Environnement (MdE) a organisé, à travers une rencontre hybride réunissant les directions départementales, centrales déconcentrées et autonomes, une réunion d'échange sur les prélèvements d'échantillons de sol en Haïti. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet «CSIDS-SOILCARE Phase I».

Ce projet est une initiative multinationale de gestion durable des sols, mise en œuvre au profit des Petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes, en vue de la restauration intégrée des paysages et de l'instauration de systèmes alimentaires durables. Il vise également à réviser la méthodologie proposée pour le prélèvement des échantillons de sol. La coordination et la gestion de cette initiative sont assurées par l'Initiative de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres (PISLM), avec un financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). De manière globale, le projet vise à renforcer les capacités des PEID des Caraïbes à atteindre la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) et à renforcer leur résilience climatique, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD).



L'agronome Joseph Constantin a présenté le projet et ses modalités. Selon lui, cette intervention s'inscrit dans la phase I du projet CSIDS-SOILCARE, dans laquelle chaque pays participant doit procéder à l'analyse et à la cartographie de ses sols. Dans cette perspective, le gouvernement haïtien, à travers le Ministère de l'Environnement (MdE), en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et le Centre National d'Information Géo-Spatiale (CNIGS) du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), s'est donné pour mission de réaliser une enquête nationale d'échantillonnage des sols d'Haïti.

Le Directeur Eder Audate, responsable de la DFER et point focal national de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (UNCCD), a pour sa part insisté sur le renforcement de la méthodologie de terrain. Il a précisé que des protocoles et procédures d'exploitation standard de la FAO, adaptés à la réalité haïtienne, seront utilisés pour la collecte des données. Ces outils permettront une évaluation et un suivi répétés des propriétés et de la qualité des sols.

Au cours de l'atelier, plusieurs préoccupations ont été soulevées, notamment en lien avec les difficultés de déplacement dues à l'insécurité, ainsi qu'aux procédures d'analyse des échantillons. Les réponses à ces préoccupations ont été apportées par le consultant Joseph Constantin, Dimitry Norris (point focal du projet), Lemeuble Jean François et Donald André, cadres de l'Université d'État d'Haïti (UEH), campus de Limonade. Ces intervenants ont également apporté des précisions sur le protocole d'enquête de terrain, en mettant l'accent sur le manuel d'instruction encadrant la gestion de la campagne, notamment avant le prélèvement des échantillons.

Enfin, cette rencontre a permis aux participant·e·s d'être mieux informé·e·s sur le projet CSIDS-SOILCARE, Phase I, en attendant la prochaine séance consacrée au recrutement d'enquêteurs volontaires pour les opérations de prélèvement.

Présentation des résultats du diagnostic du Système de Suivi, Évaluation et Apprentissage : le MdE renforce la concertation régionale dans les Nippes

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National d'Adaptation (PNA) soumis par Haïti à la CCNUCC (Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique) en janvier 2023, le Ministère de l'Environnement (MdE), à travers sa Direction Départementale des Nippes (DDN), a organisé un atelier régional de présentation du diagnostic du Système de Suivi, Évaluation et Apprentissage (SSEA), le mercredi 2 juillet 2025 à Fonds-des-Nègres.

Cette initiative, soutenue par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le NAP Global Network, vise à enrichir les réflexions techniques autour de la structuration du SSEA, en lien avec les exigences de redevabilité, d'efficacité et de transparence dans la mise en œuvre du PNA. Elle s'inscrit également dans les activités commémoratives du 30e anniversaire du MdE.

L'atelier a été lancé par le Directeur Départemental, M. Brutus Maguet, en présence de cadres de la DDN-MdE, de représentants départementaux des ministères sectoriels (MARNDR, MTPTC, MSPP, MICT), ainsi que de la DINEPA, l'ANAP et d'autres institutions techniques.

Dans son allocution d'ouverture, M. Brutus Maguet a souligné que « face aux effets croissants du changement climatique, notre réponse ne peut être ni fragmentée ni improvisée. Le Système de Suivi, Évaluation et Apprentissage (SSEA) doit nous permettre de mesurer l'efficacité de nos actions, de capitaliser les bonnes pratiques, et surtout de bâtir un cadre intersectoriel et participatif, adapté à notre réalité locale ». Il a encouragé les participants à s'approprier les résultats du diagnostic présenté, afin de contribuer à l'élaboration d'un outil stratégique, utile et durable au service de l'adaptation nationale.



Les objectifs spécifiques de cette rencontre étaient triples :

- Présenter le rapport de diagnostic du cadre du SSEA,
- Sensibiliser les parties prenantes aux enjeux techniques, institutionnels et territoriaux liés au système,
- Initier les discussions sur l'articulation du SSEA avec le Système d'Information Environnementale d'Haïti (SIE-Haïti), pour mieux structurer la collecte, la gestion et l'exploitation des données d'adaptation.

Les échanges ont permis de valider plusieurs résultats concrets, notamment : une meilleure appropriation du diagnostic, l'identification de synergies entre le SSEA et le SIE, la formulation d'une feuille de route préliminaire pour son intégration dans les mécanismes nationaux existants, ainsi qu'un renforcement de l'engagement des secteurs concernés.

Au-delà des débats techniques, les discussions ont également porté sur les besoins de formation, les mécanismes de gouvernance des données, les outils numériques, ainsi que les indicateurs nécessaires pour mesurer les progrès en matière d'adaptation dans les secteurs clés : agriculture, santé, gestion des ressources naturelles, aménagement du territoire.

Cette dynamique participative confirme l'engagement du MdE à doter le pays d'un dispositif de suivi robuste, au service de la résilience climatique. Elle témoigne aussi d'une volonté politique forte d'aligner les réponses environnementales aux priorités territoriales, en intégrant les réalités des communautés locales.



Lancement d'une campagne de nettoyage et de curage dans la ville des Cayes pour prévenir les risques d'inondation



Le Ministère de l'Environnement a lancé, depuis le lundi 14 juillet, une vaste campagne de nettoyage et de curage dans la ville des Cayes, dans le département du Sud. Cette initiative, pilotée par la Direction Départementale Sud du MdE, vise à renforcer la résilience de la commune face aux inondations et à protéger les populations vulnérables contre les effets dévastateurs des averses.

Les premières interventions ont débuté dans la zone de Moro (La Savane) avec le curage de la rivière l'Islet, dont les débordements fréquents représentent une menace directe pour les habitants des quartiers avoisinants. Les équipes ont ensuite poursuivi leurs travaux sur le Boulevard des Quatre Chemins, avec le curage des canaux de drainage, avant de procéder à une opération de ramassage d'ordures dans les périmètres du marché public (Relais), un site particulièrement exposé à l'insalubrité et à l'engorgement en période de pluie.

Selon Jean Marc Chérisier, Directeur Départemental du Ministère de l'Environnement dans le Sud, cette initiative s'inscrit pleinement dans la vision du ministre Moïse Fils Jean Pierre, qui prône une approche proactive de réduction des risques :

« Il s'agit d'une activité de prévention contre d'éventuelles catastrophes. Nous voulons réduire la vulnérabilité de la ville des Cayes face aux inondations, tout en renforçant la résilience des communautés exposées », a-t-il expliqué.

Ces actions de terrain s'inscrivent dans le cadre plus large de la stratégie nationale de gestion des risques environnementaux mise en œuvre par le Ministère, qui privilégie l'assainissement urbain, la planification territoriale et la mobilisation communautaire comme leviers essentiels pour protéger les vies humaines et les infrastructures.

Face à l'intensification des événements extrêmes liée au changement climatique, le gouvernement haïtien, à travers le MdE, entend multiplier ce type d'interventions dans plusieurs communes à risque, en étroite collaboration avec les autorités locales, les partenaires techniques et financiers et la société civile.





LA REVUE

MENSUELLE DU MdE

**30 lane batay...
e nou poko fini!**

Wenscoff_Urbainus_pruceus

1995 – 2025

30 ans d'engagement au service
de l'environnement haïtien